

Source : [https://www.liberation.fr/planete/2018/09/07/huit-commandements-pour-endiguer-les-dereglemets\\_1677334](https://www.liberation.fr/planete/2018/09/07/huit-commandements-pour-endiguer-les-dereglemets_1677334)

Téléchargement 08 10 2018

# Huit commandements pour endiguer les dérèglements

Par [Coralie Schaub](#) et [Aude Massiot](#) — 7 oct 2018

Le glacier Columbia (Alaska) en 2009. Photo James Balog. Extreme Ice Survey. Earth Vision Institute.

**Se désintoxiquer du charbon, payer plus cher l'avion, utiliser la valeur agronomique des sols, contrer l'influence des lobbys.... Plusieurs solutions sont disponibles pour contrer le changement climatique, mais elles demandent une intense métamorphose de notre mode de vie.**

- Huit commandements pour endiguer les dérèglements

Nicolas Hulot l'a martelé en démissionnant avec fracas : pour enrayer la catastrophe climatique en cours, la politique des «petits pas» ne suffira pas. C'est tout le système économique qu'il faut repenser en profondeur, donc tous les secteurs : énergie, agriculture, transports, logement, finance...

## 1. Laisser les fossiles dans le sol

Première cause du changement climatique, les énergies fossiles représentent plus de 80 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et 65 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les plus «sales» ? Le charbon et les hydrocarbures non conventionnels, toujours plus profonds et plus chers. Comme les sables bitumineux, qui émettent 23 % à 50 % de plus de gaz à effet de serre que le pétrole. Ou les gaz et huiles de schiste, dont la production engendre du méthane, gaz 25 fois plus «réchauffant» que le CO<sub>2</sub>. Depuis 1880, la température du globe s'est élevée de près de 1°C en moyenne. Fin 2015, à Paris, 195 Etats se sont fixé l'objectif de contenir le réchauffement en dessous de + 2°C, sans se donner les moyens d'y parvenir : nous brûlons toujours plus de fossiles. «*Si nous exploitons tous ceux disponibles, les températures grimperont de 9°C*», s'alarme Michael Greenstone, professeur à l'Université de Chicago et ex-«*chief economist*» de la Maison Blanche.

Pour espérer contenir le réchauffement à + 2°C, il faudra laisser dans le sol un tiers du pétrole, la moitié du gaz et 82 % du charbon restants, alerte une étude de l'University College de Londres. Pas si impossible que cela, quand on sait qu'il existe une foule de solutions pour se désintoxiquer des fossiles sans ressentir de manque. D'autant que 60 % de la consommation mondiale d'énergie est gaspillée : appareils en veille, bouchons sur la route, logements mal isolés, pertes dans la production et le transport d'électricité...

## 2. Transformer l'agriculture

Au sens strict, l'agriculture produit 10 % à 12 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine. Sans compter la transformation et le transport des marchandises. Plus encore que du CO<sub>2</sub>, l'agriculture émet surtout du méthane résultant de la digestion du bétail et du stockage du fumier, et du protoxyde d'azote qui se dégage des engrais. Des gaz aux pouvoirs respectivement 25 fois et 300 fois plus réchauffants que le CO<sub>2</sub>.

Toutes les agricultures ne portent pas la même responsabilité. L'agriculture industrielle, avec ses élevages intensifs et ses monocultures nécessitant l'utilisation massive de pesticides et d'engrais d'origine pétrochimique, libère d'importants stocks de carbone. En guise de «solutions», les multinationales agro-industrielles prônent une fuite en avant à coups d'OGM, d'agrocarburants industriels ou d'intégration de l'agriculture dans les marchés du carbone au nom de son rôle de stockage de CO<sub>2</sub> dans le sol.

Mais les vraies solutions sont ailleurs. L'agroécologie, l'agroforesterie ou la permaculture recommandent d'utiliser la «valeur agronomique» des sols, ses insectes, bactéries et vers de terre. D'éviter la monoculture, de favoriser les rotations. De travailler avec la nature plutôt que contre elle. De maintenir les haies et bosquets, préserver l'eau, tendre vers l'autonomie des exploitations...

Une étude de février 2017 démontre qu'il sera possible de nourrir plus de 9,7 milliards d'êtres humains en 2050 avec 100 % d'agriculture biologique. A deux conditions : réduire le gaspillage alimentaire et limiter la consommation de produits d'origine animale. En inversant par exemple dans les assiettes françaises la part respective des protéines animales (62 % de nos apports) et végétales.

## 3. Protéger les sols

Les sols sont une richesse à préserver d'urgence. Seul un quart des terres de la planète n'a pas été «significativement affecté» par l'activité humaine et le ratio devrait chuter à 10 % d'ici 2050, laissant surtout vierges de toute dégradation les déserts, les régions montagneuses, la toundra et les régions polaires inhospitalières pour l'homme.

La seule détérioration des terres, mal ou surexploitées, «conjugée aux problèmes de changement climatique, qui y sont étroitement liés», est si grave qu'elle provoquera la migration d'au moins 50 millions d'humains d'ici à 2050, selon une étude de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques publiée en mars. Les zones humides - marais, tourbières, prairies - sont les plus fragilisées. Pourtant, elles sont une ressource économique majeure et un important outil de lutte contre le réchauffement. A elles seules, les tourbières sont les deuxièmes réserves les plus importantes de carbone après les océans, soit 500 à 600 gigatonnes.

Que ce soit par le biais de l'artificialisation des sols pour la construction de bâtiments, de routes, d'aéroports, par l'épuisement des sols par des pratiques agricoles intensives, les sols souffrent et perdent leurs bienfaits, y compris pour la biodiversité.

## 4. Réduire le trafic aérien

Difficile d'échapper à leur traînée blanche dans le ciel français. En plus de la pollution à l'oxyde d'azote, au noir de carbone, au plomb et aux particules, l'aviation produit environ 2,5 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète grâce à ses 20 000 appareils en circulation... Une flotte qui devrait

atteindre 50 000 engins en 2040. Malgré cette participation au changement climatique appelée à croître fortement, le secteur est le grand absent l'accord de Paris en 2015. De plus, l'aviation profite d'exemption de taxation sur le carburant kérosène et de TVA sur les vols internationaux. En France, certains vols intérieurs sont vendus à des prix plus bas que le train, pourtant moins nuisible au climat.

Andrew Murphy, de l'ONG bruxelloise Transport et Environnement, appelle les gouvernements des Etats européens à soutenir la mise en place d'une taxe sur le kérosène pour les vols intra-UE. Cela permettrait un gain annuel de 9,5 milliards d'euros. *«La France pourrait aussi imposer une TVA à 15 %, par exemple, sur les billets d'avion au départ de son territoire, ajoute Andrew Murphy. Cela permettrait de limiter la demande et d'encourager les transports plus propres comme le train. Il s'agit d'une question d'égalité sociale car ce sont les classes les plus aisées qui prennent le plus l'avion.»* De manière générale, il faut repenser les transports, la mobilité, privilégier les transports en commun et la mobilité douce (vélo, marche...).

## 5. Rénover les logements

En début d'année, l'exécutif entendait faire de la rénovation énergétique des bâtiments une *«priorité nationale»*, permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, objectif fixé dans le plan climat annoncé par Nicolas Hulot en juillet 2017. Il s'agit effectivement d'un enjeu majeur : les bâtiments résidentiels et tertiaires représentent 45 % de la consommation du pays en énergie et le secteur est à l'origine de 25 % des émissions de gaz à effet de serre. Le défi est aussi social : 7 millions de logements sont mal isolés et 3,8 millions de ménages peinent à payer leur facture ou se privent de chauffage. Mais le plan présenté fin avril par le gouvernement manque d'ambition et comporte même des reculs significatifs.

Ainsi, la loi de transition énergétique de 2015 prévoyait de rénover la totalité des logements *«passoires énergétiques»* à l'horizon 2025. Or, le nouveau plan entend moderniser ces logements dans les dix prochaines années, soit d'ici à 2028. Quant à la rénovation annoncée de 500 000 logements par an, ce chiffre ne prend pas en compte le retard accumulé sous le quinquennat Hollande, qui promettait déjà le même objectif en 2013, puis en 2015, sans l'atteindre.

On tourne aujourd'hui autour de 288 000 rénovations thermiques performantes par an. Il en faudrait au moins 700 000 chaque année pour rattraper le retard accumulé. Il y a pourtant urgence : au lieu de décroître, la consommation énergétique et les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté en 2015 et 2016 dans le bâtiment.

## 6. Réorienter l'aide sur le climat

C'est une des grandes batailles des négociations internationales sur le climat. D'un côté les pays en développement, souvent les plus vulnérables à ce dérèglement mondial, demandent aux pays les plus aisés (qui participent le plus au phénomène) de les aider financièrement à s'adapter aux conséquences et à organiser leur développement économique bas carbone. Mais ils craignent qu'on ne pioche dans l'aide au développement déjà famélique pour la transférer vers ces financements *«verts»*.

De l'autre, les pays du Nord redoutent qu'un tel engagement les rende redevables devant la justice internationale. *«Une solution intermédiaire est possible, assure Samuel Rufat, ex-observateur scientifique des négociations sur le changement climatique. Il faudrait créer un fonds international déconnecté de l'aide au développement et qui pourrait être alimenté par des prélèvements sur les*

*contrats d'assurance et sur les trajets en avion.»* Un tel fonds pourrait aussi être couplé avec une taxe carbone, comme elle existe au niveau français, mais dont les revenus ne sont étonnamment pas dédiés aux investissements «verts».

## **7. Verdir le système financier**

Le 3 septembre, plusieurs dizaines de personnalités politiques et d'économistes signaient dans *Alternatives économiques* un appel demandant au gouvernement de «libérer l'investissement vert» . Pour Jean-Charles Hourcade du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, «rediriger vers la transition bas carbone 5 à 10 % des revenus annuels du capital mondial [hausse de la valeur du capital avec les intérêts, ndlr] est faisable».

Objectif : créer les conditions pour que les infrastructures et technologies bas carbone soient le support d'actifs financiers de long terme et ainsi mettre fin à la «tragédie des horizons» que dénonce Mark Carney, le patron de la Banque d'Angleterre. «Il faut attirer vers ces actifs, les fonds de pension, les assurances et l'épargne des couches à haut et moyen revenus qui privilégient aujourd'hui soit l'immobilier soit des placements spéculatifs de court terme, ajoute Jean-Charles Hourcade. Il faut à la fois des garanties de l'Etat pour baisser les risques d'investissement bas carbone et l'encadrement, par des règles claires et des processus d'évaluation puis de certification conduits par des experts indépendants.» Bref, contrer l'influence des lobbys et éviter la simple «verdisation» de pratiques financières existantes.

## **8. Éliminer les fluides frigorigènes**

Les réfrigérateurs, rayons de supermarché et climatiseurs regorgent de fluides frigorigènes. Ces super polluants, fabriqués industriellement, sont soit dommageables pour la couche d'ozone – les CFC et HCFC – soit pour le réchauffement climatique – les HFC. En 2016, à Kigali, au Rwanda, plus de 170 pays se sont accordés pour se débarrasser des derniers, dès 2019 pour les pays riches. Il est primordial de respecter ces engagements. Ces gaz ne sont pas présents en grande quantité dans l'atmosphère et ont une courte durée de vie d'une quinzaine d'années ou moins, mais ont un potentiel de réchauffement plusieurs milliers de fois supérieur au CO<sub>2</sub>. Et il est essentiel de les éliminer proprement. 90 % des émissions liées à ces gaz sont produites à leur fin de vie.

«Après avoir été soigneusement retirés et stockés, ils peuvent être purifiés pour être réutilisés ou transformés en d'autres produits chimiques qui ne contribuent pas à l'effet de serre», recommande Paul Hawken dans son ouvrage *Drawdown, comment inverser le cours du réchauffement climatique*. D'après les estimations de son équipe de recherche, sur trente ans, si l'on récupère 87 % des réfrigérants susceptibles d'être relâchés dans l'atmosphère, on évitera l'émission de l'équivalent de 89,7 gigatonnes de CO<sub>2</sub>.

[Coralie Schaub](#), [Aude Massiot](#)